

# La Commission répond à l'appel à l'aide de l'Italie

Union européenne Elle propose un plan d'action pour aider Rome à faire face aux arrivées de migrants.

La Commission européenne n'est pas restée sourde à l'appel à l'aide lancé par l'Italie en présentant, mardi à Strasbourg, un plan d'action. Celui-ci fera l'objet d'une discussion lors de la réunion informelle des ministres européens de l'Intérieur, qui se tiendra jeudi à Tallinn, en Estonie. Il y a urgence. Depuis les débuts de l'année, quelque 100 000 personnes ont traversé la Méditerranée pour rejoindre l'Europe, dont 85 000 ont débarqué en Italie. La semaine dernière, l'Italie a indiqué qu'elle arrivait au point de rupture. "L'appel à plus de solidarité à l'Italie est tout à fait légitime", a déclaré le premier vice-président de la Commission, Frans Timmermans. "Tout le monde doit prendre sa part de responsabilité dans toute l'Europe", a insisté le Néerlandais.

Le double objectif du plan d'action de la Commission est de réduire la pression migratoire sur l'Italie et d'assurer une solidarité européenne effective.

## Accélérer les retours

Dans l'immédiat, la Commission va libérer 3,5 milliards d'euros pour l'Italie. Les autres Etats membres sont, eux, priés de ne pas regarder ailleurs. Pour la énième fois, la Commission appelle à l'accélération du programme de relocalisation dans d'autres Etats membres des demandeurs d'asile présents en

Italie - le plan européen prévoyait 40 000 relocalisations d'ici septembre 2017, on arrive péniblement à 7 500. Et une fois encore, l'exécutif européen appelle les Vingt-huit et le Parlement européen à réformer le système de Dublin, qui fait peser tout le poids du traitement des demandes d'asile sur l'Etat d'entrée.

L'Italie, pour sa part, est chargée d'augmenter les capacités d'accueil, d'allonger la durée de rétention des migrants et d'examiner rapidement leur situation, avec le soutien du Bureau d'appui européen des demandes d'asile. Ceux qui ne peuvent bénéficier de la protection internationale - ce qui est le cas de nombreux migrants traversant la Méditerranée centrale - doivent être renvoyés dans leur pays sans délai, presse la Commission. L'efficacité des processus de retour "est la seule solution pour préserver la solidarité des citoyens européens envers ceux qui peuvent bénéficier de l'asile", estime Frans Timmermans.

## 85 000

Arrivées en Italie depuis le début de 2017

Pour ce qui est des opérations en mer, la Commission propose d'accroître la mobilisation de l'agence européenne des gardes-frontières et de gardes-côtes et de sa force d'action rapide, forte de 500 experts des retours.

En collaboration avec l'Italie, la Commission veut élaborer un code de conduite pour les ONG menant des opérations de recherches et de sauvetage en mer. La semaine dernière, Rome a menacé d'interdire à des bateaux étrangers (dont ceux des ONG) de débarquer des migrants dans ses ports. "Je n'ai personnellement aucun doute que les ONG agissent dans un objectif humanitaire", a précisé M. Timmermans. "Mais il faut empêcher que cela crée des problèmes en mer. Il faut lever les malentendus

sur les intentions des ONG et des Etats ou sur la manière dont elles sont mises en œuvre."

## Empêcher les arrivées

L'autre préoccupation de l'UE est de réduire l'accès à la route migratoire de la Méditerranée centrale. Il est ainsi question de renforcer les capacités de la Libye à empêcher les départs de migrants, à surveiller ses frontières méridionales (par lesquelles passent les candidats à l'exil) et à intervenir dans ses eaux territoriales - dont coût : 46 millions d'euros. La Commission plaide aussi pour la création d'un centre de sauvetage et de coordination maritime en Libye.

A la manière de ce qu'elle a fait avec la Turquie, la Commission a lancé en 2017 un plan UE-Afrique de 2,6 milliards d'euros pour "stabiliser" les pays africains, d'origine et de transit, afin qu'ils retiennent chez eux leurs ressortissants et luttent contre les trafiquants.

Les ONG ont dit le mal qu'elles pensaient du plan de la Commission. "Il fait peu pour résoudre la situation dramatique en Méditerranée et le manque de solidarité entre Etats membres. A la place, il propose que plus de migrants soient détenus et plus rapidement renvoyés", a déploré Amnesty par communiqué, reprochant également à l'UE de se décharger de sa responsabilité sur la Libye.

A vrai dire, la Commission pare au plus pressé. Personne en Europe ne veut que le climat politique devienne délétère en Italie, à un an des élections. De plus, l'Union veut éviter que se ravivent les tensions entre Etats membres, comme lors de la crise de l'asile de 2015-2016. Or, lundi soir, l'Autriche a menacé de déployer l'armée à sa frontière avec l'Italie, si les migrants continuaient à remonter vers le Nord, via le Brenner, provoquant l'ire de Rome.

Olivier le Bussy